Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 9470443
Centre d'intérêt: 120

Regroupement des maisons de jeunes du Québec.

Faire avancer l'école : document de consultation sur l'énoncé ministériel : mémoire présenté par le Regroupement des maisons des jeunes du Québec au Ministère de l'éducation, décembre 1993. -- [Montréal] : Le Regroupement, [1993].
12, [3] f. ; 28 cm.

Titre de la couv.

Descripteur(s): Réforme scolaire * Politique gouvernementale * Mémoire * Primaire (Ordre d'enseignement) * Secondaire (Ordre d'enseignement)

A travers ce mémoire, le Regroupement fait part de sa réflexion sur l'éducation qui lui vient de ses quinze années d'existence au contact des jeunes. Il formule des commentaires et recommandations sur les positions du document ministériel. En annexe, il donne des informations sur le travail qu'il effectue auprès des jeunes.

Type de document:

HFN:1968

94-70443

CADRE
CENTRE DE DOCUMENTATION
1940, BOUL. HENRI-BOURASSA EST
MONTRÉAL H2B 1S2

# FAIRE AVANCER L'ÉCOLE

## Document de consultation sur l'énoncé ministériel

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ**

**PAR LE**

**REGROUPEMENT DES MAISONS DE JEUNES DU QUÉBEC**

**AU**

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**DÉCEMBRE 1993**

# I. INTRODUCTION

Le Regroupement des Maisons de Jeunes du Québec (RMJQ) vous remercie d'avoir été invité à participer aux audiences publiques concernant le projet de réforme sur l'enseignement primaire et secondaire. En effet, les occasions sont rares où le RMJQ a la possibilité de se faire entendre, c'est pourquoi, il saisit cette invitation pour faire valoir son opinion en matière d'éducation. C'est l'heure des bilans dans le domaine de l'éducation au Québec et trente ans après le dépôt de la réforme Parent, cela s'impose! A travers ce mémoire nous vous faisons part de notre réflexion sur l'éducation, une réflexion que le RMJQ a construite à travers ses 15 années d'existence au contact des jeunes. Nous parlions déjà d'éducation dans le mémoire présenté par le RMJQ à la commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec. Dans ce mémoire, certaines de nos propositions étaient liées à l'amélioration du système éducatif Québécois. L'une de ces propositions fixait comme objectif, pour l'an 2000, que 100% des jeunes obtiennent leur diplôme à la fin du secondaire, une autre, avançait l'idée de cours obligatoires sur la notion de citoyen et de l'apprentissage démocratique. Si la première de ces propositions se retrouve dans le document ministériel, relativement à l'objectif de conduire 80% des jeunes de moins de 20 ans à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires, la seconde proposition qui met l'accent sur l'apprentissage de la vie en société n'a absolument pas été traitée dans le document «Faire avancer l'école». Pourtant, cette question mérite qu'on s'y attarde puisqu'elle favorise l'intégration des jeunes dans l'école et bien au-delà, dans la société québécoise.

Nous avons pris la liberté de mettre en annexe des informations concernant le travail que nous faisons auprès des jeunes. Ces éléments vous permettront ainsi de comprendre quel est le sens de notre mémoire.

## II. LA VISION DU RMJQ CONCERNANT L'ÉDUCATION

L'école a comme rôle de former des individus à la vie; d'offrir une formation de base suffisante afin de savoir et d'aimer lire, écrire, compter et penser; de fournir des connaissances minimales, une culture générale relativement à l'histoire de son pays et du monde, à la géographie, à la musique, aux arts, à l'environnement et aux sciences. L'école a aussi comme rôle de former des citoyens et des citoyennes, et de donner des outils et des clés aux jeunes pour faire l'apprentissage de la vie démocratique et du pouvoir. La plupart des lieux à l'école, où les jeunes peuvent faire cet apprentissage, ont pratiquement tous disparus, pour ne citer que les conseils étudiants, les cafés et les journaux étudiants. Puisque l'école ne représente plus un milieu de vie pour les jeunes qui la fréquentent, l'organisation de son temps de loisirs dans l'école n'est plus qu'un souvenir. Les jeunes consomment des activités sans en être les maîtres-d'oeuvre pour mieux retourner consommer des connaissances.

En 1993, force nous est de constater que l'école n'est plus un milieu de préparation complète, puisqu'elle laisse de grands trous dans la formation des jeunes. L'école a dévié de son rôle pour correspondre à un marché du travail qui n'ouvre même plus ses portes aux jeunes. L'école doit avant tout être utile et rentable et ne sert plus sa mission première soit: celle d'instruire, d'éduquer et de socialiser.

Pour sa part, le RMJQ n'a pas attendu la réforme sur l'enseignement primaire et secondaire pour réfléchir sur la question de l'éducation. Depuis quelques années déjà, ce thème est à l'ordre du jour de nos assemblées générales. Par ailleurs, l'école étant un des sujets dont les jeunes parlent de façon quotidienne lorsqu'ils sont à la Maison de Jeunes (MdJ), nous constations que depuis quelques années la situation n'a fait, pour ainsi dire, que se détériorer et que plusieurs jeunes n'y trouvent plus leur compte à l'école. Cela était inquiétant mais d'autre part nous constations qu'il n'était pas encore trop tard pour changer quelque chose et qu'à ce propos là, les jeunes avaient beaucoup de choses à dire. Donc nous nous sommes dit que le travail collectif serait nécessaire afin de permettre un échange plus large et fructueux sur ce sujet. La réalisation d'un colloque sur le thème des jeunes et l'école, travaillé en collaboration avec la CEQ a été un pas dans ce sens, mais surtout la parole aux jeunes et leur

participation massive à l'événement ainsi qu'à la préparation des thèmes qui ont été discutés au colloque sont des atouts très précieux qu'il a fallu considérer lorsqu'on dit travailler avec eux. Un de nos objectifs de travail en MdJ est de favoriser la prise de parole des jeunes sur les sujets qui les concernent. Par ailleurs, créer une plate forme ou un carrefour, comme le colloque que nous avons réalisé, pour favoriser cette prise de parole des jeunes cela rejoint également l'esprit de notre travail en MdJ.

Les MdJ proposent de travailler à multiplier les lieux où les jeunes peuvent exprimer leurs besoins, faire valoir leurs droits et assumer leurs responsabilités. C'est pourquoi on s'est permis de questionner, par ce colloque, ce qui se passe dans le domaine de l'éducation et comment nous pouvions travailler avec les intervenants de l'éducation, dans les prochaines années, à améliorer la situation.

Voici donc quelques éléments marquants du colloque qui s'est tenu en octobre dernier et qui avait pour thème: **"Et si le tableau n'était plus noir"**. Quatre grands thèmes ont été travaillés en atelier lors de cette journée:

L'école, lieu d'apprentissage des connaissances et du savoir-faire.
L'école, lieu d'apprentissage de la vie en société.
L'école milieu de vie.
L'école et la réduction des inégalités.

Les éléments majeurs d'insatisfactions qui sont ressortis de ces ateliers de travail sont:

La rigidité des programmes;
La rigidité des règlements et des normes;
Les relations insatisfaisantes entre les jeunes et les professeurs;
La non-participation des jeunes aux prises de décision;
Le non-respect des différences;
Le manque de vie communautaire: pas le temps de se voir, de se parler, de faire des choses ensemble;
L'abus de pouvoir;
L'école-compagnie;
L'école-industrie;
L'école-prison;

Aux insatisfactions majeures énumérées les solutions suivantes ont été proposées:

Développer des "pratiques démocratiques" dans l'école;
Transformer les approches pédagogiques;
Favoriser la démocratie et son apprentissage;
Créer un environnement propice aux relations humaines;
Trouver un meilleur équilibre entre les besoins de sécurité et la nécessité de contrôle;
Changer les méthodes pédagogiques;
Démocratiser tous les éléments reliés aux apprentissages dans les écoles;
Réussir à améliorer la communication prof/élèves dans les deux sens;
Améliorer la vie communautaire dans l'école.

Ce colloque démontre parfaitement le fait que les jeunes ont des choses à dire et qu'ils l'expriment très bien quand on leur laisse la place pour le faire et qu'on prend le temps de les écouter. Jeunes et intervenants de l'éducation ont donc pris le temps de se parler, chose presqu'impossible à l'école, de se confronter sur des questions de pédagogie, d'enseignement, de règlements ou tout bonnement sur le manque criant de démocratie à l'école. Pour les jeunes comme pour les adultes, l'école actuelle n'est pas satisfaisante et ne répond plus à leurs attentes. Toutefois, malgré ces constats peu rassurants, ils ont travaillé ensemble pour proposer des pistes de solutions. Ces solutions nous vous en faisons part dans ce document avec le souhait qu'elles seront prises en considération dans le projet définitif de la réforme de l'enseignement primaire et secondaire.

## III. COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS SUR LES PROPOSITIONS DU DOCUMENT MINISTÉRIEL

A la lecture du document de consultation, intitulé «**Faire avancer l'école**» que rendait public la ministre de l'Éducation, Mme Lucienne Robillard, le 1er novembre dernier, force nous est de constater que ce document ne transforme pas en profondeur l'enseignement primaire et secondaire. Il y a bien ici et là des aménagements, des opérations de nettoyage, des rénovations mineures, mais nul part, il est question de transformations majeures, de remises en question d'un système éducatif déclinant. Comment peut-on proposer une réforme sans y apporter de réels changements? Pourtant, cela s'impose, car comme l'affirme la ministre «l'école est embarassé. Embarrassée par trop d'objectifs, de programmes, de règles, de décisions et de façons de faire, qui se sont accumulés au cours des années et qui, aujourd'hui, l'alourdissent considérablement et entravent son essor». Comment se fait-il alors qu'on n'ait pas pris la peine de faire le ménage qui s'imposait vu l'état dans lequel se trouve l'école. «Il ne sera pas question de reconstruire l'école, mais d'y apporter les rénovations qui s'imposent pour mieux allier la promotion de la réussite scolaire et la poursuite d'une formation de qualité» cite la ministre dans le document «Faire avancer l'école». Pourtant, des solutions pour transformer l'école et la rendre plus humaine, il en existe et cet exercice de transformation est possible avec tous les acteurs de l'école. C'est ce que le RMJQ et la CEQ ont réalisé les 29 et 30 octobre dernier, en procurant aux jeunes et aux intervenants de l'éducation un forum afin qu'ils prennent la parole et s'expriment publiquement sur ce qu'ils vivent à l'école. Malgré ce premier constat, nous souscrivons à l'idée générale qui est celle de la réussite du plus grand nombre de jeunes à l'école. Toutefois, cette école de la réussite devra se donner les moyens adéquats pour permettre à tous les jeunes, quelques soient leurs origines, d'obtenir une formation générale solide. Elle devra prendre le temps de revenir à des valeurs qui ont pratiquement toutes disparues de l'école mais que les jeunes présents au colloque sur l'éducation ont réclamées avec beaucoup d'insistance et qui pourtant n'apparaissent pas dans le document ministériel. Malgré, le peu de temps accordé par votre ministère pour réaliser ce mémoire, nous vous proposons maintenant, notre analyse sur certaines propositions du document ministériel.

**1re PROPOSITION**

Nous sommes en faveur de la première proposition qui permettra de «**renforcer l'enseignement du français, langue maternelle, en mettant davantage l'accent sur le français écrit et sur les structures de la langue**». Comment ne pas adhérer à cette proposition quand on connaît l'état du français écrit chez les étudiants du secondaire, du CEGEP et de l'université. L'école a un rôle cardinal à jouer pour assurer l'apprentissage du français, surtout lorsqu'il s'agit de la langue officielle d'usage dans la société québécoise. La connaissance de la langue française, écrite et parlée, doit faire partie de la formation générale mais elle doit également s'inscrire dans la culture québécoise, comme un patrimoine à préserver et à transmettre aux futures générations. Cette proposition cependant ne s'accompagne pas de moyens permettant aux étudiants d'acquérir une bonne maîtrise du français. En effet, les actions qui accompagnent cette proposition mettent plutôt l'accent sur des mesures de contrôle, d'évaluation, des responsabilités accrues aux enseignantes et enseignants, mais en aucun cas on ne propose par exemple de mettre en place des activités parascolaires, comme le journal étudiant, la radio étudiante, des activités d'art dramatique, bref des activités où tout en se divertissant, il est possible aussi d'apprendre à écrire, à communiquer, à lire et à découvrir des oeuvres d'auteurs connus. Ces activités parascolaires ont pratiquement disparues des polyvalentes, au grand malheur des étudiants qui trouvaient là des lieux leur permettant de s'exprimer en dehors de toute évaluation mais où il était possible d'acquérir des savoirs et des savoir-faire.

**Recommandations:**

**- Favoriser l'apprentissage du français comme élément essentiel de la culture québécoise.**

**- Permettre aux jeunes de s'exprimer dans des activités autres que les cours académiques.**

## 3e PROPOSITION

**«Accentuer, tout au long du primaire et du secondaire, la visée d'une formation générale de bon niveau»**. Difficile de ne pas être en accord avec cette proposition qui souligne «la mission fondamentale de l'école qui est de procurer aux jeunes une formation générale de qualité». Effectivement, il est essentiel de donner aux jeunes une formation générale qui leur permette d'avoir une connaissance large du monde dans lequel ils vivent et surtout d'avoir une emprise éclairée sur ce même monde. Comment est-il possible d'amener des futures citoyennes, citoyens à prendre des décissions, à s'impliquer dans leur communauté s'ils ne connaissent pas ou s'ils ont une connaissance parcellaire du monde dans lequel ils évoluent. Posséder une formation générale de qualité n'est pas un luxe, c'est un pré-requis minimal pour tout individu appartenant à une collectivité.

Le RMJQ trouverait intéressant d'être invité à faire partie du comité de «sages» qui a pour mandat de définir un «profil de sortie» indiquant les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être caractéristiques d'un élève à la fin du primaire et du secondaire. Nous pensons que l'expertise du RMJQ en ce qui a trait aux jeunes et à l'école pourra alimenter la réflexion quant, au profil de sortie d'un étudiant à la fin du secondaire, que ce comité se prépare à constituer tout au long de ses travaux. La participation d'un organisme comme le RMJQ à ce comité est un incontournable si on souhaite que cette réflexion reflète la réalité jeunesse de la société québécoise.

**Recommandations:**

- **Permettre à tous les jeunes d'acquérir une formation de base**
- **Favoriser la participation du RMJQ au comité de «sages»**

## 4e PROPOSITION

Lorsque dans le document **«Faire avancer l'école»**, il est question de **«Répartir les cinq années du secondaire sur un premier cycle de trois ans et un second cycle de deux ans»**, il semble difficile de comprendre en quoi cette modification va transformer l'enseignement secondaire et surtout prévenir l'abandon scolaire qui survient souvent à la fin du 3ème secondaire. Ce qui nous semble important par contre, c'est de permettre à tous les jeunes de terminer leur secondaire dans les meilleures conditions possibles et ainsi leur assurer une formation générale qui leur permette de s'orienter en fonction de leurs propres choix vers telle ou telle filière. Cette proposition ne semble pas, à première vue, favoriser la réussite du plus grand nombre de jeunes puisqu' elle crée dès la fin du 3ème secondaire une sélection basée sur une épreuve ministérielle de français, ce qui selon la ministre ne sera pas considérée comme un diplôme, mais plutôt comme un moyen de souligner la fin du 3ème secondaire. Nuance très subtile, mais qui laisse cependant «la responsabilité de cette évaluation aux autorités locales». N'a-t'on pas à craindre de ce fait, une «sélection cachée» des étudiants qui ne réussissent pas cette épreuve vers le second cycle du secondaire? Malgré, «les modes de rattrapage ou de mise à niveau appropriés», proposée par la ministre en cas d'échec à l'évaluation de français à la fin du premier cycle du secondaire, on peut se demander comment cela va se passer dans la réalité.

**Recommandations:**

- **Mettre l'accent sur le 3ème secondaire qui est une année charnière**

- **Eviter qu'à la fin de ce premier cycle soit mis en place une évaluation favorisant la sélection**

## 6e PROPOSITION

**Accroître la diversification des cours en 4e et 5e secondaire.** «La satisfaction éprouvée par l'élève qui suit les cours de son choix constitue un élément motivateur qui a des retombées bénéfiques sur la réussite de l'ensemble de ses études.» Cet argument est pratiquement le seul dans le document ministériel qui prend en compte la réalité des jeunes à l'école. En effet, si ce projet de réforme avait davantage axé ses propositions sur ce que vivent les jeunes à l'école et comment ils perçoivent l'école de la réussite, les jeunes auraient alors l'impression qu'ils sont impliqués dans le processus de transformation engagé pour **Faire avancer l'école.** Malheureusement, notre société ne les prend plus en compte puisqu'ils sont exclus de tous les centres de décisions. L'école illustre, d'ailleurs fort bien, cette exclusion puisqu'il n'existe pratiquement plus aucun lieu dans l'école où les jeunes peuvent faire l'apprentissage de la démocratie. Certains jeunes ont exprimés clairement durant le colloque la nécessité de changer les contenus pédagogiques, pour les rendre plus intéressants, pour adapter l'enseignement à tous et pour favoriser et développer davantage l'autonomie des étudiants. Bref, les jeunes souhaitent avant tout avoir la possibilité de faire leurs propres choix quant à leur orientation scolaire. Cependant, ces choix ne doivent pas arriver trop tôt pour les étudiants qui ne savent pas toujours ce qu'ils feront à la fin du secondaire. Cette proposition ne doit pas non plus s'orienter en fonction du CEGEP ou de l'université, car du même coup la proposition qui vise à donner aux jeunes une formation générale n'a plus de sens. En effet, les champs de spécialisation offerts aux jeunes du second cycle du secondaire ressemblent étrangement aux champs de spécialisation du CEGEP, voire même de l'université. Avec cette proposition, la ministre reconnaît le nécessité de diversifier les cours offerts aux étudiants du second cycle du secondaire, cependant la ministre doit garantir dans toutes les écoles les mêmes possibilités de choix de cours aux étudiants et ceci afin d'éviter la spécialisation des écoles. N'a t-on pas à craindre non plus avec cette proposition une certaine régionalisation du système éducatif?

### Recommadations

- **Eviter une spécialisation trop hâtive des étudiants du secondaire**

- **Garder tout au long du secondaire l'objectif de la formation générale**

## 7e PROPOSITION

**«Réviser les règles d'obtention du diplôme d'études secondaires».**
Cette proposition prétend relever les exigences d'obtention du diplôme d'études secondaires afin de lui conférer «plus de sens et de crédibilité». Si cette proposition est accompagnée de moyens permettant aux jeunes de réussir leur diplôme, alors oui, nous sommes en faveur de relever les exigences du diplôme d'études secondaires. Accroître les cours de soutien dans les matières exigées pour l'obtention du diplôme pour les étudiants en difficutés, mettre en place progressivement ces nouvelles mesures de sanctions du diplôme afin de ne pas pénaliser les étudiants actuels, si ces moyens sont favorisés, nous souscrirons alors à cette proposition. N'oublions pas que si nous souhaitons conduire 80% des étudiants à l'obtention du diplôme d'études secondaires, il semble important de mettre en place au préalable toutes les conditions favorables à la réalisation de cet objectif aussi louable soit-il. Ces conditions préalables concernent autant la transformation des approches pédagogiques, que le développement des pratiques démocratiques dans l'école, que la démocratisation de tous les éléments reliés aux apprentissages. En bref, cela comprend un certain nombre de solutions qui ont été proposées durant le colloque les jeunes et l'école que nous avons organisé cet automne. L'école de la réussite passe également par ces conditions que nous vous nommons en complémentarité de celles qui sont énoncées dans le document «Faire avancer l'école».

### Recommandations:

**- Ne pas perdre de vue l'objectif de conduire 80% des étudiants à l'obtention du diplôme d'études secondaires.**

**- Réviser l'ensemble des contenus des différents programmes nécessaires à l'obtention du diplôme et pas seulement le programme de mathématiques.**

## IV. DES PISTES À EXPLORER

**Question 3**

**«Doit-on permettre à des jeunes de moins de 16 ans de s'inscrire à certains programmes de formation professionnelle».**

Les jeunes ont clairement demandé lors du colloque que «soit assoupli l'accès à la formation professionnelle». Cette demande semble répondre d'elle même à la question formulée ci-haut. Les jeunes ont également déclarés «qu'il n'était pas réaliste de devoir terminer un secondaire IV pour pouvoir entrer en formation professionnelle». Nous pensons donc que cette question mérite qu'on s'y attarde et qu'on examine toutes les avenues qui favoriseraient sa réalisation prochaine. Il est effectivement grand temps qu'on redonne à la formation professionnelle les lettres de noblesse qu'elle mérite d'ailleurs amplement. Notre société a autant besoin de menuisiers, de coiffeurs que d'avocats ou de médecins. Toutefois, pour les jeunes qui choisiraient de poursuivre une formation professionnelle, la formation générale serait toujours un préalable indispensable.

## V. CONCLUSION

Le RMJQ est également en faveur d'une école de la réussite, mais pas à n'importe quel prix. En effet, le RMJQ ne souscrira pas à une école basée sur l'inégalité des chances devant le savoir, à une école où les jeunes ne sont pas au centre des décisions. Bref, à une école déshumanisée où les jeunes ont pour seul pouvoir celui de décrocher parce qu'ils n'y trouvent plus leur compte. Le RMJQ ne cautionnera pas non plus une école qui favorise la performance, l'excellence au détriment de la coopération et de l'intégration. Ce que nous souhaitons pour l'école d'aujourd'hui et celle de demain, c'est une école qui favorise la réussite du plus grand nombre de jeunes, une réussite de qualité certainement, mais une réussite qui prendra en compte toutes les spécificités des jeunes de la société québécoise. Une école où les jeunes retrouveront le plaisir et l'effort d'apprendre parce qu'on leur aura permis d'être des citoyens à part entière dans leur école avec des droits reconnus par tous et des responsabilités à assumer.

# ANNEXE

## Le RMJQ, QUI EST-IL?

Le RMJQ existe depuis déjà 14 ans. Il regroupe maintenant près de 80 Maisons de Jeunes situées dans toutes les régions du Québec. Le RMJQ poursuit les objectifs suivants:

-Promouvoir le concept «Maison de Jeunes»
-Défendre l'autonomie et l'action des Maisons de Jeunes du Québec.
-Promouvoir et défendre les droits et le respect des jeunes.
-Défendre la survie des Maisons de Jeunes.
-Favoriser l'implantation de Maisons de Jeunes là où le besoin s'en fait sentir.
-Être un lieu d'échange et de rencontre entre les Maisons de Jeunes.

## CE QUE SONT LES MAISONS DE JEUNES

Les Maisons de Jeunes qui adhèrent à la philosophie «Maison de Jeunes» mise de l'avant par le regroupement se définissent comme:

> des associations de jeunes et d'adultes qui se sont données la mission sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens/citoyennes critiques, actives et responsables.

Les MdJ sont le fruit de l'action des citoyens-citoyennes d'une communauté. Elles n'ont pas été «ouvertes» par le gouvernement, elles ne sont pas le résultat d'une planification nationale. C'est parce qu'elles le voulaient et qu'elles en sentaient le besoin que des communautés les ont mises sur pied. Elles ont donc le mandat qu'elles se sont donné en fonction des besoins des jeunes qui les entourent.

Pour nous, lorsqu'on parle de tenir un lieu de rencontre, cela ne signifie pas uniquement l'existence d'un lieu physique de rencontre. Une maison des jeunes, c'est d'abord et avant tout un espace animé en fonction d'une démarche d'éducation populaire, un lieu qui a une âme et qui vit intensément. Le local n'est pas une fin en soi, ce n'est pas la preuve de l'atteinte des objectifs, c'est simplement là où se passe l'action.

La Maison de Jeunes est un lieu qui offre la possibilité d'échanger, d'avoir des relations de qualité avec des adultes significatifs-ves qui sont d'accord avec la finalité du projet sous ses multiples formes et avec le projet de société que nous mettons de l'avant.

## CE QUE LES MAISONS DE JEUNES FONT

Les Maisons de Jeunes font la promotion de valeurs comme l'acceptation des différences, l'égalité des sexes et des races, le respect de l'environnement, la prise en charge de sa vie et de son avenir. Elles économisent ainsi à la société québécoise, à long terme, les frais engendrés par la violence en général, par la violence conjugale, par le sexisme et le racisme, par l'inadaptation aux exigences de la société, par la dépendance face aux institutions de secours.

Devenir des citoyens-citoyennes critiques, actives et responsables, c'est être quelqu'un qui a des droits et des responsabilités, c'est être considéré comme quelqu'un qui peut s'exprimer et exercer des choix démocratiques, partout où cela prend un sens.

Pour être critique, il faut prendre l'habitude de questionner les événements, d'écouter les opinions des autres, de s'informer, de se questionner pour ainsi disposer de plusieurs façons de voir les choses. La maison des jeunes est bien sûr un lieu où on peut recevoir de l'information mais c'est surtout un lieu où on peut traiter, intégrer l'information que l'on reçoit. C'est ce qui permet aux jeunes de devenir critiques.

Quand on dispose d'un éventail de possibilités, on est en mesure de procéder à des choix et de passer à l'action. C'est ce qui fait la différence entre être porté par le courant et ramer dans la direction où on veut aller. En commençant par la prise en charge de leur temps de loisirs, les jeunes qui fréquentent les MdJ ont l'occasion d'évaluer les possibilités et ensuite de s'organiser pour réaliser ce qu'ils-elles ont choisi de faire.
Être responsable, c'est assumer les conséquences de la réalisation de ses choix. C'est avoir eu le droit de choisir, ce qui implique qu'on peut s'être trompé et c'est ne pas avoir peur de se reprendre si c'est nécessaire.
Les Maisons de Jeunes ont donc été mises sur pied pour travailler en ce sens, pour faire ce que nous pourrions appeler ici de la prévention positive, de la

prévention incitative. La prévention, telle que nous la concevons, c'est l'action de s'attaquer aux sources des situations pouvant porter préjudice à la société et par le fait même, aux individus qui la composent. Et selon la lecture que nous avons fait de la situation des jeunes, la carence en liens significatifs avec des adultes et des jeunes, le sous-développement culturel et l'absence d'emprise sur leur réalité sont les trois principaux points névralgiques sur lesquels les communautés et les MdJ peuvent intervenir. La prévention dans un tel contexte, prend donc un sens positif et incitateur. Il ne s'agit plus d'interdire des comportements pour épargner des problèmes aux jeunes et à la société, mais bien de favoriser des attitudes de prise en charge, à tous les niveaux.

Les MdJ ne distribuent pas de poissons, elles apprennent à pêcher et à rechercher ce qu'il faut pour le faire. Elles veulent soutenir les jeunes, dans une perspective de croissance, parce que l'on prend trop souvent pour acquis qu'ils disposent des moyens nécessaires pour y arriver par eux-mêmes sans problème.

Les maisons de jeunes proposent de travailler à multiplier les lieux où les jeunes pourront exprimer leurs besoins, faire valoir leurs droits et assumer leurs responsabilités. Pour améliorer la qualité de la vie démocratique, il faut prendre conscience de nos responsabilités autant pour les gestes qu'on pose ou qu'on ne pose pas que pour les gestes qu'on laisse poser. En trois mots comme en mille, les MdJ font la courte échelle aux jeunes qui les fréquentent..